

JEAN-DAVID LEVITTE

Distinguished fellow, Brookings Institution ; ancien conseiller diplomatique et sherpa du Président Nicolas Sarkozy

Merci. D'abord, c'est un grand plaisir de participer à ce panel, avec des personnalités venues des différents horizons. Je ne parle qu'en mon propre nom. Comme c'est en « on », je le souligne, je ne représente personne. Mais je vais essayer en effet, de me mettre dans la peau des différents acteurs de cette crise qui dure depuis maintenant bientôt dix ans, celle de l'Iran.

En commençant par le Président Obama. Il a été réélu brillamment, il a quatre ans devant lui. J'ai le sentiment qu'il approche la région du Proche-Orient, du Moyen-Orient, avec des sentiments mélangés. Il termine deux guerres, l'Irak, l'Afghanistan en 2014. Il en est très heureux, parce que l'Amérique n'a pas réussi autant qu'elle le souhaitait – disons-le – ces deux guerres. Et certainement, il n'a pas envie d'en commencer une troisième. Deuxièmement, l'Amérique est de moins en moins dépendante du pétrole du Proche-Orient, grâce à la révolution du gaz et du pétrole de schiste. Le sentiment se répand qu'elle a peut-être moins besoin d'être engagée à ce point dans les affaires du Proche-Orient.

Et puis, il a une vision du rôle que doit avoir l'Amérique au XXI^e siècle, qui n'est plus celui de la superpuissance unique qui doit tout régler. Il veut des alliés, il veut jouer collectif. Et donc, j'ai le sentiment que sur le conflit israélo-palestinien, il n'aura envie d'agir que si les deux acteurs y sont prêts. Pour le moment c'est plus *waiting from behind*, que la volonté d'agir. On le voit sur la Syrie aussi : j'ai le sentiment qu'il résiste à toutes les pressions pour agir. Sauf peut-être s'il devait y avoir l'usage des armes chimiques, mais cela, c'est un cas tout à fait à part.

Alors, dans ce sentiment général d'une Amérique un peu en retrait, je vois une exception en effet, qui est l'Iran. L'Iran parce que ce qui est en cause ce n'est pas seulement l'équilibre régional, c'est aussi l'ordre mondial. C'est-à-dire la question de la prolifération nucléaire qui est très importante pour le Président Obama depuis très longtemps. Or, si l'Iran a la bombe, après ce seront d'autres pays de la région : la Turquie, l'Arabie Saoudite, l'Égypte. Bref, ce sera la fin du traité de non-prolifération. C'est un dossier qui est fondamental, me semble-t-il, pour le Président Obama.

Je crois que si l'on veut voir où en sont les autres différents acteurs, il faut naturellement continuer par Téhéran. L'Iran est soumis à des pressions économiques, des sanctions économiques sans précédent, et qui marchent. Un million de barils/jour ne sont plus exportés du fait des sanctions. Ce qui veut dire 3 milliards de dollars de moins qui ne rentrent plus dans les caisses du Trésor iranien chaque mois. En plus, des sanctions extrêmement sévères ont été prises contre le système bancaire, et donc l'économie iranienne est frappée de plein fouet. Au point que la grogne se répand notamment dans le bazar.

Quelles conclusions peuvent en tirer les dirigeants iraniens, et d'abord le Président Khamenei ? Je pense paradoxalement que sa réaction est plutôt d'accélérer la marche vers la bombe, dans toute la mesure du possible, parce que pour les dirigeants iraniens, un peu comme raisonnent les dirigeants nord-coréens : avoir la bombe, c'est se doter d'un bouclier contre toutes les entreprises de déstabilisation, politiques ou militaires. C'est aussi vouloir affirmer le statut de l'Iran. Après tout, si le Pakistan a la bombe, pourquoi pas l'Iran ? C'est à l'abri de ce bouclier, vouloir affirmer le rôle dominant de l'Iran dans son environnement. Dominant sur le plan religieux, dominant sur le plan politique.

Face à ces motivations très fortes, et d'abord la protection du régime, je pense que les sanctions économiques actuelles ont l'effet paradoxal d'accélérer la marche vers la bombe. Est-ce qu'une négociation est exclue ? Pas forcément.

Le troisième acteur, c'est évidemment Israël. Quand on dit aux dirigeants israéliens : la bombe n'est pas contre vous, en réalité elle est voulue pour toutes les raisons que je viens de dire, et d'abord pour protéger le régime. Quand on souligne que si l'arme nucléaire était utilisée contre Israël, il y aurait plus d'Arabes dans la région qui seraient les victimes des frappes, et que le nuage reviendrait vers l'Iran tout cela est important, mais ne convainc en rien les



dirigeants israéliens qui vous répondent : nous, nous avons été frappés par ce qui s'est passé dans les années 1930, à un moment où personne ne prenait au sérieux les menaces d'Hitler. Un holocauste, cela suffit. Et nous, quand Ahmadinejad et Khamenei parlent d'éliminer Israël de la carte, nous le prenons au sérieux, et nous ne laisserons pas faire.

Et le temps est compté, parce que ce qui est important pour les Israéliens, ce n'est pas l'assemblage de l'arme, c'est le seuil d'irréversibilité. C'est-à-dire, le moment au-delà duquel les Israéliens ou d'autres ne pourront plus arrêter la marche vers l'arme nucléaire. Et ce temps se compte en trimestres.

Après l'Iran et après Israël, je crois qu'il faut aller voir ce qui se passe à Washington, dans l'atmosphère que j'ai essayé de décrire, d'un Président Obama réélu pour 4 ans. Il a en tête à la fois son legs historique : ne pas permettre à l'Iran de se doter de l'arme nucléaire, mais aussi la volonté de ne pas engager l'Amérique dans une nouvelle guerre. Qu'est-ce qu'il va faire ? Il va essayer de relancer la négociation de la meilleure façon possible. Il existe un format qui malheureusement n'a abouti à rien pour le moment, ce que l'on appelle les 5 + 1. Trois Européens : la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, plus les Etats-Unis, la Russie et la Chine. Il y a maintenant la possibilité de relancer cette négociation. Et sans doute souhaitera-t-il y ajouter si c'est possible, une négociation directe, que moi j'estime tout à fait souhaitable entre l'Iran et les Etats-Unis. Il faut que les deux se parlent, et aillent au bout de ce qu'ils ont à se dire.

Cette négociation va reprendre le plus vite possible, mais il n'est pas du tout certain qu'elle donne des résultats. Si elle ne donne pas de résultats, le Président Obama sera devant un choix extraordinairement douloureux. Soit il laisse Israël frapper seul, soit il décide de frapper. Le pire des scénarios à mon avis, ce serait que les Etats-Unis et Israël le fassent ensemble. Le Président Obama sans doute souhaitera, si l'on arrive à ce stade ultime, que l'Amérique s'engage, mais pas seule.

Je voudrais rappeler ici ce que le Président Bush 41st, c'est-à-dire en 1991, avait fait pour la guerre contre Saddam Hussein au Koweït : il avait créé une *coalition of the willing*, où se retrouvaient tous les pays significatifs, qui étaient aux côtés de l'Amérique dans cette aventure. Est-ce qu'il est réaliste de penser que le Président Obama, ayant fait la démonstration que la négociation n'aboutit à rien, puisse assembler autour de lui une *coalition of the willing* ? Il me semble que la réponse est d'abord à Moscou et à Pékin. Parce que s'il arrive à entraîner derrière lui la Russie et la Chine, alors d'autres seront prêts à rejoindre.

Nous devons donc aller maintenant à Moscou et à Pékin. Les deux pays sont dans des situations complètement différentes. Le Président Poutine, pour commencer par la Russie, a choisi une posture depuis sa réélection, qui est celle de s'affirmer contre l'Amérique. Et en plus, la Russie a un intérêt dans cette affaire, qui est de voir le prix du pétrole aller le plus haut possible, pour des raisons liées à l'évolution de l'économie russe.

En revanche, si on va à Pékin, la situation y est exactement inverse. On a une Chine qui importe de plus en plus de pétrole et de gaz, et de plus en plus de la région du Proche-Orient, et qui a tout intérêt à éviter une crise économique qui serait catastrophique pour le monde entier, et d'abord pour la Chine.

La question qui se pose est la suivante : Xi Jinping n'étant en place que depuis quelques semaines, si Poutine dit non à l'Amérique, est-ce que la Chine avec cette nouvelle équipe qui vient d'arriver, aura la capacité de prendre la décision stratégique majeure de s'engager dans cette aventure, sans avoir l'acquis de quelques années de Direction ?

Et donc, tout mon raisonnement vous conduit à une catastrophe annoncée. Je ne voudrais pas cependant vous laisser sur le sentiment que l'on va avoir une année 2013 absolument catastrophique, et je voudrais donc insérer dans le débat une idée qui me paraît porteuse.

Je crois que si on limite l'action diplomatique à la seule négociation sur l'Iran et l'arme nucléaire, on va droit à la catastrophe. Je propose donc que l'on y ajoute le conflit israélo-palestinien. Parce que c'est tout à fait autre chose pour le Président Obama d'aller voir le Président Poutine, d'aller voir le Président Xi Jinping et d'autres dirigeants, pour leur dire : « Je vous prends à témoin, j'ai fait tout ce qu'il est possible pour arrêter la marche de l'Iran. La négociation a été au bout du bout, vous étiez dans la salle, vous en êtes les témoins. On ne peut plus rien faire, maintenant le choix est



entre laisser la prolifération et la catastrophe arriver au Proche-Orient, ou prendre nos responsabilités. Mais je vous propose dans le même élan, d'aller ensemble vers la paix entre Israéliens et Palestiniens. Elle ne se fera pas entre les deux partenaires, parce que nous le savons, nous le vivons chaque jour, ils n'y arrivent pas. A nous de les aider, à nous de pousser à fond pour aboutir dans un délai précis à la paix. Je vous propose que nous fassions les deux ensemble. On frappe l'Iran parce que nous n'avons pas le choix et que c'est notre responsabilité collective d'éviter la prolifération, et on impose la paix aux Israéliens et aux Palestiniens, parce que c'est aussi notre responsabilité. »

En un mot, le Président Obama proposerait à ses grands partenaires de bâtir ensemble le nouvel ordre politique collectif dont le monde a besoin au XXI^e siècle.

Dans ce contexte-là, je pense que d'autres pays seraient prêts à rejoindre le groupe des 5+1. Je crois qu'il est très important de mettre dans le jeu dès maintenant un pays aussi important que la Turquie, mais aussi l'Inde, le Brésil, d'autres qui pourraient rejoindre cette coalition. Vous voyez qu'avec cette dynamique, c'est un pas fondamental qui serait fait vers un nouvel ordre au Moyen-Orient, vers un ordre politique mondial que nous voulons bâtir de façon collective.

Si j'avais une dernière remarque à formuler, je dirais que le raisonnement et la proposition que je viens de vous présenter sont une raison supplémentaire pour aller très vite vers la paix, ou en tout cas une solution en Syrie, parce que le pire des scénarios serait d'avoir à la fois à gérer l'Iran et la Syrie. Merci.